

Comment sauver la démocratie ?

Pourquoi ds gens votent pour l'AfD et comment pouvoir répondre à leur colère par un agenda attractif ?

Karl-Martin Hentschel

Holger Stienen, ancien chargé de mission du groupe parlementaire de l'AfD au Bundestag et président en exercice du groupe parlementaire de l'AfD dans le district du duché de Lauenbourg (cf. *Kreis Herzogtum Lauenburg*, sans indication de l'année de publication), annonce sur Facebook : « *Nous avons besoin d'un État totalitaire à l'ancienne pendant quelques années pour en finir avec la racaille (...)* ».

1. Le paradoxe des électeurs de l'AfD et le problème de la démocratie.

Les spécialistes parlent d'un paradoxe : L'AfD défend un programme qui favorise fortement les riches et dont la mise en œuvre aurait de graves conséquences pour les pauvres (AfD 2016). Les demandes de suppression des prestations sociales et de refus des logements sociaux en sont des exemples. En outre, des réductions d'impôts pour les riches et les grandes entreprises ainsi que la suppression de l'impôt sur les successions et de la surtaxe de solidarité — deux taxes payées principalement par le 1% des plus riches de la société. Ce qui est encore plus absurde, c'est qu'ils veulent priver les agriculteurs de la moitié de leurs revenus — en supprimant les subventions de l'UE. Ce parti prône la fermeture de l'Allemagne au marché mondial, ce qui détruirait des millions d'emplois. L'AfD veut également réduire drastiquement les recettes des Länder de l'Est, où il obtient le plus de voix, en réduisant la péréquation financière entre les Länder. Il va sans dire que l'AfD s'oppose à toute forme de protection du climat, y compris au ticket à 49 euros ou à la construction de pistes cyclables.

Bilan : Son programme est dirigé

contre les faiblesses sociales — en particulier les régions rurales et les nouveaux Länder — et favorise unilatéralement les personnes riches pour lesquelles l'environnement n'a pas d'importance (Fratzschler 2023).

Il est donc surprenant que les personnes aux revenus les plus faibles et originaires d'Allemagne de l'Est votent de manière nettement disproportionnée pour l'AfD. Si l'on veut changer cette situation, il faut en comprendre les causes.

2. L'hostilité à l'égard des étrangers n'a pas grand-chose à voir avec l'immigration

Le plus souvent, ce paradoxe est expliqué du fait que les électeurs de l'AfD, sont opposés à l'immigration et les autres thèmes n'y jouent aucun rôle. Mais est-ce que cela est vrai ?

Oui — au premier coup d'œil, c'est vrai : le refus de l'immigration accompagne manifestement la xénophobie. Celle-ci est le plus souvent associée avec la quête d'un meneur (*Führer*) fort, qui apparaît publiquement chauviniste : avec une tronçonneuse comme le président Milei, en Argentine, avec des propos sexiste comme Trump ou exhibe son torse nu à cheval dans la nature, comme Poutine. Du point de vue de la biologie de l'évolution, cela peut être attribué au comportement territorial. Dans une situation assurée avec une alimentation suffisante, et un bon approvisionnement des autres besoins fondamentaux, des êtres vivants — comme l'être humain lui-même mais aussi, les autres Mammifères — exhibent peu de comportements territoriaux et se révèlent souvent sociaux et libéraux. Une insécurité matérielle tout comme physique et la peur déclenchent régulièrement des comportements territoriaux. C'est pourquoi des sociétés

riches sont le plus souvent plus tolérantes que celles qui sont pauvres.

Ceci se laisse bien confirmer à la thèse que des religions telles que l'Islam seraient plus intolérantes que le christianisme, par exemple. Cette thèse est fautive. Dans les siècles qui précédaient l'industrialisation, l'Orient était — notamment avec Damas et Bagdad, comme centres très riches du vieux monde — situés sur des routes commerciales importantes. L'Europe, à l'inverse, se trouvait une vaste région misérable et impraticable, à cause des forêts profondes et des nombreuses zones marécageuses, à la marge du monde. À cette époque l'Islam se présentait ouvert au monde et tolérant, le christianisme était plus sectateur et intolérant. La pire des guerres en Allemagne fut celle de trente ans, une guerre de religion, dans le cours de laquelle un tiers de la population du Saint empire germanique trouva la mort — et dans certaines régions même les deux-tiers de la population moururent.

Dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, le comportement territorial servait à protéger en cas d'urgence les ressources du groupe ou de la tribu, le-/laquel sur la base de ces restrictions à cause des sécheresses, les manques d'eau, les famines, etc. on pénétrait les régions avoisinantes pour survivre. Plus tardivement, avec la formation des états, il n'y avait pas que des ennemis extérieurs, mais aussi des semblables, ceux qui étaient autrement, devenaient des ennemis : d'autres religieux comme les catholiques et les protestants ou les Juifs, qui avaient l'air autrement, tels que les latins ou les ennemis fictivement construits, comme les sorcières, ainsi pendant les décennies qui ont suivi la Guerre de trente ans. Aux USA, le chauvinisme s'exerça contre les In-

diens, les noirs, les Irlandais, les Italiens, les Juifs, les Chinois, les Japonais, les Mexicains, et finalement contre les « Latinos », principalement. Il est important de constater que ces mécanismes d'exclusions ne dépendent qu'indirectement de l'immigration, comme on le présume souvent aujourd'hui en Europe et aux USA. Car les politiciens chauvinistes de droite sévissent partout dans le monde — aux Indes, Brésil, Argentine, de nombreux pays arabes, en Russie, ainsi qu'en Hongrie, Pologne, Italie. La plupart d'entre eux sont des pays d'où on émigre plutôt qu'on y immigré. Les migrants ne sont donc pas la cause première, mais une surface de projection de la xénophobie.

3. Perte de confiance dans la démocratie et la question de l'inégalité

Il est frappant que la confiance en la démocratie a considérablement baissé depuis le tournant du millénaire. Si en l'an 2000 la moitié de l'humanité était encore gouvernée plus ou moins en démocratie, il n'y a plus guère que 30% de l'humanité dans ce cas. Un recul rapide et alarmant des démocraties.

Un sondage de la NDR [*NordDeutscher Rundfunk, ndr*] en octobre 2023 révéla qu'il n'y avait plus que 54 %, et donc une bonne moitié des citoyens, à être satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne en Allemagne. En Mecklembourg-Poméranie occidentale ils sont 32%. Néanmoins, les trois quarts (77%) considèrent la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement.

La réponse dépend en premier lieu de la situation sociale des gens. Quarante-sept pourcent estiment leur situation économique comme bonne ou très bonne. Deux-tiers d'entre eux (70 %) sont contents du fonctionnement de la démocratie. Seize pourcent, par contre, jugent leur situation mauvaise. Ici c'est exactement l'inverse. Deux tiers d'entre eux (70 %) disent que la démocratie ne fonctionne pas bien (Göllert & Reichelt 2023). C'est une différence signi-

ficative. Ceux qui sont dans l'aisance apprécient la démocratie, les pauvres doutent en elle. Autrement dit : Lorsque l'inégalité augmente dans une société, la défiance en la démocratie croît aussi.

4. L'escalade des pertes

Que les gens, en Argentine, doutent de leur démocratie, on peut bien le comprendre, eu égard à la crise qui y sévit avec une hyper-inflation et un taux de chômage élevé. Mais pourquoi les gens doutent-ils de la démocratie en Allemagne ? Ne sommes-nous pas l'un des meilleurs pays du monde ? Nous avons suffisamment à manger, jamais encore les êtres humains n'ont été aussi âgés et nous avons dix fois plus exporté par habitant que la Chine et trois fois plus que les USA ou que notre précédent concurrent, le Japon (CIA, sans indication de date). Pourquoi donc ces gens sont-ils mécontents ?

Si nous étions d'autant plus heureux que nous eussions plus de bien-être, cela ne s'expliquerait guère. Mais il n'en est pas ainsi. Les gens se comparent tout d'abord premièrement à leurs voisins et deuxièmement avec ce qu'ils étaient hier. Après la guerre, la situation n'a cessé de s'améliorer pendant 40 ans — c'était alors l'âge d'or du capitalisme, en Allemagne on parlait de miracle économique. Le bien-être augmentait pour tous et pour la première fois en masse les ouvriers se sentaient « citoyens ». Par ailleurs l'inégalité se mettait à diminuer dans toutes les démocraties occidentales. Surtout aux États-Unis, où le taux d'imposition maximal a dépassé 90% pendant 30 ans. Ceux qui gagnaient plus de 1,5 million de dollars de nos jours devaient payer 90% de leur revenu. C'est inimaginable aujourd'hui. En Allemagne aussi, les taux d'imposition étaient aussi élevés au début des années 50, auxquels s'ajoutait la péréquation des charges — tous les riches devaient donner la moitié de leur fortune ! C'est pareillement inimaginable aujourd'hui ! (Hentschel & Eibl 2024).

En 1980, 40 % de la population en Al-

lemagne appartenait à la classe moyenne, laquelle possédait un tiers du capital social — principalement sous la forme de leurs maisons. Mais aussi des ouvriers spécialisés et des employés, qui n'étaient pas propriétaires de leur maison, se considéraient plutôt comme appartenant à la classe moyenne. Les sociologues caractérisent cela comme une société en pelures d'oignon — un milieu de pelures épaisses avec un petite pointe vers le bas et un petite pointe vers le haut. On ne différenciait plus de classes, mais plutôt encore le milieu.

Mais ensuite vinrent les crises pétrolières, le néolibéralisme et finalement la grande crise financière. Dans les trente dernières années, Au cours des 30 dernières années, la fortune supplémentaire s'est principalement accumulée auprès d'une petite couche de quelques milliers de multimillionnaires et d'environ 200 familles de milliardaires. La plupart de ces familles ont hérité de cette richesse — plus de la moitié faisaient déjà partie des 1 % supérieurs sous l'Empire, un quart l'a acquise sous le régime nazi (Albers *et al.* 2020).

Actuellement, les gens ne se sentent pas seulement injustement traités. Dans ces dernières années c'est trop de choses qui leur sont arrivées. Les sociologues parlent d'une avalanche de pertes [*Verlust-Eskalation* = escalade de pertes : bien entendu, pour moi, avec ma simple logique naturelle, je dirais même « jardinière » une « escalade de « pertes allemandes » équivaut à mon avis plutôt à une avalanche de pertes « françaises », bien entendu... *ndt*] (Marquardt 2024). La grande crise financière et l'Eurocrise qui s'ensuivit ont ébranlé durablement la confiance dans la sécurité économique. Les sirènes d'alarme des scientifiques du climat ne cessent de retentir plus fortement. Après l'épidémie coronaïque, la guerre en Ukraine et la crise gazière, il n'y a plus que 9 malheureux pourcent des gens pour croire encore que la vie de leurs enfants sera meilleure que la leur.

5. Les gens attendent une direction

Dans une telle situation un besoin fondamental prend naissance envers

une capacité d'agir et un contrôle. Dans les situations de crise, les gens sont en quête d'autorités et inclinent plutôt à croire des mythes de conspiration, lorsqu'ils ne trouvent aucune orientation. Querelle, critique et discussions dans la démocratie dans l'optique d'une meilleure politique, ne signalent encore, pour beaucoup de gens, que des faiblesses de direction.

Le gouvernement tente d'être à la hauteur du souhait de la capacité d'agir. Alors que Merkel avait préféré ignorer les problèmes par peur, les lois ont été votées les unes après les autres. L'augmentation du salaire minimum a également entraîné un changement dans la politique sociale, notamment en ce qui concerne les allocations citoyennes, les allocations de logement, les allocations familiales et le *Deutschlandticket*. Quelques 20 lois furent votées pour rendre l'Allemagne neutre vis-à-vis du climat : Extension du réseau, extension du stockage, désignation des éoliennes, droit photovoltaïque, droit du chauffage, droit des locataires/propriétaires et autres. Pour la première fois, les émissions diminuent plus rapidement que prévu — de plus de 10 pour cent en un an.

Pourtant l'atmosphère se renversa à l'été 2023. Qui entreprend beaucoup récolte beaucoup de critiques. Le gouvernement ne perce plus les médias. La dissension dans la coalition, officiellement portée à la connaissance du public, joue un rôle central. Le *FDP* approche la barre des 5 pour cent et suscite des désaccords. Les algorithmes qui récompensent chaque provocation, chaque excitation, chaque reportage fou par des clics et donc les rectifications sont rarement lues ensuite.

6. La nouvelle société des classes

Or, cela ne suffit guère de renvoyer seulement au mauvais management de la politique. La crise va plus profondément que cela.

Le sociologue *Andreas Reckwitz* (Reckwitz 2019) analyse que la Société petite bourgeoise de l'époque de

l'après-guerre (la société pelures d'oignon), avec une couche moyenne plus épaisse et une petite pointe vers le haut, la couche supérieure et une petite pointe vers le bas, est brisée en une société de classes. L'ancienne société imprégnée du travail de la fabrique, le fordisme [le tapis roulant de Ford, *ndt*], les syndicats puissants, et les conseils d'entreprise furent remplacés par une économie de formation post-moderne. Ce qui porte le plus désormais c'est la recherche, le développement, le *design* et le *marketing*, que la fabrication matérielle proprement dite. Cela vaut même pour tous les objets quotidiens comme les *baskets Nike*. C'est la raison pour laquelle la valeur d'une entreprise n'est plus en premier l'immobilier et les machines, mais au contraire les brevets, les labels, les droits de marque et le *know-how* [en anglais dans le texte pour les « savoir-faire », *ndt*] des collaborateurs. Depuis 1960, le nombre de travailleurs industriels a diminué de plus de la moitié, passant de 45 pour cent à 20 pour cent, et le nombre de travailleurs de l'information a triplé !

Reckwitz identifie quatre classes dans le post-capitalisme moderne, comme il désigne notre société :

◆ La nouvelle classe moyenne de « ceux qui ont fait des études universitaires » (*Akademiker*), qui englobe 30 % de la population.

◆ L'ancienne classe moyenne des citoyens, ouvriers spécialisés, artisans, fermiers et employés, — dotée d'une formation professionnelle, qui ont édifié la République Fédérale et aussi la RDA après la guerre.

◆ La nouvelle classe précaire composée de travailleurs occasionnels au chômage, qui sont souvent dépendant des paiements de transfert ainsi que de la classe de service — quelque chose de la livraison de colis, des services de sécurité et de nettoyage.

◆ Le 1%, de la classe supérieure, composée des riches, des très riches multimillionnaires et du nouveau sommet, la ligue des ultra-riches, les milliardaires.

Ces classes ont des représentations

de valeur très diverses. Tandis que la nouvelle classe moyenne s'efforce à la réalisation de soi et cherche des conditions de travail qui la satisfasse, la stimule, l'ancienne classe moyenne accorde une grande valeur à la conscience du devoir, tandis que la classe précaire n'a que de faibles attentes et vit plutôt selon le principe du *Muddling-through* [en anglais dans le texte pour dire : « s'en sortir tant bien que mal », *ndt*] et de l'hédonisme.

Ce qui est décisif pour la politique actuelle, c'est qu'entre temps, la couche de ceux qui ont fait des études universitaires, la nouvelle classe moyenne donc, détermine la politique — comme au sein de la gauche et le *SPD*. Les universitaires dominant non seulement au Parlement, mais aussi dans les médias, dans de nombreux conseils locaux, dans les initiatives citoyennes, les associations, les syndicats et les ONG. Dans les entreprises, il n'est guère possible de devenir chef de groupe sans diplôme universitaire, alors que des ouvriers qualifiés, auparavant compétents, avaient la possibilité de progresser en passant par des maîtres artisans et des surveillants de salle, jusqu'aux cadres intermédiaires. Il en va de même pour les entreprises artisanales et même pour les exploitations agricoles, qui sont de plus en plus reprises par des « étudiants ».

Le philosophe-US *Michael Joseph Sandel* (2020) explique le phénomène Trump du fait que les démocrates voulaient faire accroire aux gens que la formation étaient selon eux la solution aux nouveaux conflits sociaux et à la scission des classes. Obama a fait une tournée d'université en université et a dit aux étudiants que tout le monde devait simplement étudier dur pour avoir ensuite sa chance. En conséquence, cela a conduit à une concurrence sans niveau pour les qualifications. Les deux tiers de la société qui ne possèdent pas de diplômes universitaires se sentent dévalorisés et de plus en plus laissés pour compte. Quiconque ne va pas à l'école secondaire en Allemagne est déjà un citoyen de se-

conde zone à l'âge de dix ans. Cela explique pourquoi les attaques anti-intellectuelles de Trump sont si bien accueillies. Pourquoi beaucoup de gens ne font plus confiance aux « experts » de la télévision. Pourquoi la défiance et le doute à l'égard de la science rencontrent de plus en plus d'échos et que les théories de la conjuration sont crues. Pourquoi un agriculteur a affirmé que les agriculteurs écologiques, qui ont étudié, étaient pires que les Verts.

En général une partie de la société sans plus, aspire à plus de participation aux délibérations — et donc à plus de démocratie [*Mehr Demokratie* est une association allemande qui prône la démocratie directe depuis plus de vingt ans, avec autant de succès qu'en France..., *ndt*] Cela vaut tout particulièrement pour la partie la mieux positionnée de la classe moyenne. Les couches en-dessous par contre, se souhaitent avant tout l'équité et la cohésion sociale.

Naturellement la réalité est comme toujours plus complexe. Bien entendu il y a de nombreux artisans habiles et couronnés de succès et de riches fermiers. Le chemin qui mène des emplois bien rémunérés dans l'économie de la connaissance au sein des entreprises internationales aux emplois au salaire minimum dans le secteur des services n'est souvent pas si loin. Les femmes avec des enfants doivent, en dépit d'une bonne formation faire cette expérience. Nonobstant, l'analyse de Reckwitz permet une bonne compréhension des fractures sociales au début du 21^{ème} siècle.

7. La répercussion sur le paysage des partis.

Il faut tout d'abord constater que l'évolution vers l'économie du savoir est un processus mondial. Thomas Piketty, probablement l'économiste le plus lu du moment présent, a comparé tous les résultats des élections dans tous les « états développés » depuis les années 1950. Il constate (2020) que partout, les partis ouvriers de gauche sont devenus de plus en plus des partis de la bourgeoisie de formation (*des Bildungsbürgertums*). Ce fut en particulier un déplacement

de l'éducation et du changement de valeur du mouvement de l'année 1968. Un tel effet est observable dans toutes les économies riches, depuis les USA sur l'Europe, jusqu'au Japon et la Nouvelle Zélande. Dans tous les pays, les partis orientés à gauche furent de plus en plus marqués par la classe moyenne. Des thèmes tels que l'égalité des femmes, des homosexuels, et des minorités, la suppression de l'interdiction d'avorter ainsi que les paragraphes sur le blasphème et d'autres dispositions culturelles, gagnèrent en importance. Ainsi donc devinrent-ils des partis de la bourgeoisie de la formation — en partie en concurrence avec les alternatives nouvellement apparues et des partis verts.

Piketty put ainsi prouver, par l'exploitation des résultats électoraux dans les états dans l'aisance dans le monde entier que depuis le tournant du millénaire, les anciens partis ouvriers de gauche gagnèrent d'autant plus de voix que le degré de formation de leurs électeurs était élevé. Il est vrai que l'influence des intellectuels augmente aussi dans les partis conservateurs, mais le revenu joue un rôle plus important, dans ces partis, sur la décision électorale. Cette évolution n'a pas eu lieu cependant dans les pays en voie de développement du Sud global — les partis s'y sont positionnés totalement autrement.

Décisive pour notre thème, c'est cependant la connaissance qu'aucun parti ne représentait, n'y ne représente aussi, la couche inférieure, — à savoir, la classe nouvelle et précaire — avec une véhémence suffisante. Or, cela mena à un recul dramatique de la participation électorale de la classe inférieure nouvelle dans tous les pays concernés [réemment, dans cette même-classe équivalente en France, le parti Insoumis a raflé plus de un million de voix [voir le site de Mélenchon, *ndt*]. Quant à la participation électorale de la couche supérieure, par contre, elle resta inchangée et élevée. L'ancienne classe moyenne fut largement représentée par une partie des députés du *SPD* et des parties de l'union ou des partis correspondants dans d'autres pays. Mais plus vaste devint l'aliénation

culturelle entre l'ancienne classe moyenne et les partis, plus un vide s'approfondissait. Les ouvriers qualifiés se sont éloignés du *SPD* et les artisans se sont éloignés de la *CDU*. Les politiciens populistes de droite ont rempli le vide.

Là où des forces populistes sont arrivées à dépasser temporairement les partis conservateurs, comme en Grande Bretagne, en Italie ou actuellement aux USA, ils purent gagner une influence partielle. Mais à long terme, ils s'éloignent de la nouvelle classe moyenne. C'est pourquoi il est crucial pour Trump de mobiliser les classes populaires. Les sentiments anti-intellectuels et anti-migrants en sont les liens cruciaux. Tandis que la couche supérieure et des ressortissants de la classe moyenne, pour lesquels les migrants sont le plus souvent relativement sans problème dans la société humaine, elle intègre des migrants sans formation en les mettant en concurrence directe avec la classe précaire pour des *jobs* de services.

8. À la recherche d'un nouveau paradigme

Le sociologue Reckwitz, déjà mentionné plus haut, met sous les yeux que chaque phase du capitalisme possède un paradigme (vision du monde) qui lui est propre et conforme à l'époque — un récit dominant qui marque l'action politique — aussi bien des partis de la gauche comme des partis conservateurs. Un nouveau paradigme est à chaque fois le résultat d'une crise du paradigme précédent. Or, nous nous trouvons actuellement en crise et cela crève les yeux.

Après la crise de 1929, un paradigme social-corporatif s'est tout d'abord imposé aux USA, lequel devint ensuite dominant après la guerre en Europe. Ce fut une réponse aux conséquences de la crise économique et aux problèmes sociaux et avec cela aussi politiques, tous inhérents au capitalisme. L'éventail s'étendait de Franklin D. Roosevelt et des États-providence scandinaves à Konrad Adenauer et au général De Gaulle. Il est imprégné par l'édification de l'état

providence (par un agenda de gauche prépondérant mais aussi par les conservateurs) et par une conformité culturelle (« *qu'est-ce les voisins pensent donc simplement de nous ?* — un agenda conservateur prépondérant — et nonobstant dans un champ du penser social-démocrate).

Ce paradigme tomba dans la crise des années 1968 et fut remplacé par le paradigme aphoristique du libéralisme (ouvertement) des années 1980 — du « réaganisme » par le gouvernement du *new labour* jusqu'aux *rot-grünen* en Allemagne autour du tournant millénaire. Cette ère fut marquée par la croyance au progrès et à la globalisation, par une politique économique libérale et de plus en plus antisociale (néolibéralisme), mais aussi par une culture et une politique libérale et progressive de droite. *Die Linken* et les partis conservateurs ne représentent à chaque fois que quelques aspects de ce paradigme, d'autres, par contre, les refusent.

Dans les sociétés de classes d'avant la première Guerre mondiale (nobles, bourgeois, ouvriers et fermiers), dominait la bourgeoisie montante, alors que les ouvriers se sentaient opprimés à bon droit et n'avaient rien à dire. Aussi bien le paradigme social-corporatiste du temps de l'après-guerre qu'aussi le paradigme libéral-apertiste à partir des années 1980, se fondaient sur la confiance et l'espoir d'un temps meilleur : tout le monde peut faire cela. Une croissance, cela entraîne du bien-être, par conséquent tout ira mieux à l'avenir. Le monde sera plus en paix et plus dans l'aisance.

Cet optimisme de la croissance est actuellement perdu d'une part à cause de la grande crise financière et aussi du changement du climat et avec cela, la limite de la croissance, cela parvint à la conscience de tous. La question, c'est de savoir maintenant comment sera le nouveau paradigme pour les années qui viennent.

9. L'impotence des populistes

Les populistes de droite utilisent la

crise et tentent de diffamer la démocratie comme étant incapable d'agir. Néanmoins, ils ne développent aucun plan pour ce qui est de savoir comment la crise peut être jugulée. Ils pourraient instaurer une démocratie illibérale, dans laquelle (comme en Pologne et en Hongrie), en court-circuitant la séparation des pouvoirs, et en contrôlant la radio publique de droite où même carrément en la détruisant. Ils pourraient organiser un virage culturel contre les droits des minorités, des femmes, des immigrants. Mais les problèmes socio-économiques et socio-écologiques, ils ne peuvent guère les résoudre.

Car l'isolement planifié de l'Allemagne est une idée absurde pour un pays qui exporte 50 % de sa production. Pour endiguer l'immigration l'économiste et chercheur sur les inégalités, Branko Milanovic (2018) a déclaré de manière décisive : « *L'émigration devient pertinente lorsque la différence de revenu est souvent supérieure à 3 : 1. La différence entre l'Europe centrale et l'Afrique centrale est de 13 : 1. Si nous ne changeons rien, ni les murs ni la mer n'empêcheront les gens de venir ici.* » Giorgia Meloni, en Italie, vient tout juste de le découvrir. Par surcroît, sans immigrations, ni immigrants, nous ne pourrions plus entretenir correctement notre économie. Qui est censé financer les rentes ? Des gouvernements populistes ruinent régulièrement les finances de l'état, en dépit des coupures sociales massives. Ils nuisent à l'économie et ils affectent surtout l'économie de la connaissance.

Hitler résolut le dilemme du populisme de droite — comme Poutine ou Erdogan aujourd'hui — par une expansion militaire. Mais cela ne devrait pas être une option dans la *Mitteleuropa*. Jusqu'alors Poutine a pu compenser économiquement le désastre de voir s'exiler la couche moyenne éduquée de la Russie et l'économie de la connaissance qui ne prend pas pied chez lui, au moyen des gigantesques gisements de matières premières. Mais ces derniers menacent bientôt de devenir sans valeur sous la transformation de la société climati-

quement neutre. D'un autre côté, la proposition de l'*AfD*, dans son nouveau programme européen, selon lequel l'Allemagne devrait payer moins, à l'UE est presque amusante — mais tout à fait typique — (*AfD 2024*). Raison : la base de calcul est erronée car il y a trop de milliardaires en Allemagne. Si l'on prend en compte leurs atouts, les Allemands paraîtraient beaucoup plus pauvres et devraient payer moins. Le fait que les milliardaires puissent également être taxés ne correspond probablement pas à la vision du monde des nationalistes.

Il est important d'exhiber sans cesse l'incompétence notoire des populistes de droite et de la répandre. Certes, ceci ne résout guère le problème. Car les gens ne votent pas pour l'*AfD* parce qu'elle a des solutions. Mais ils attendent une réponse aux problèmes. Quelqu'un quart de notre population (dans les *Länder* fédéraux de l'Est même un tiers), plongée depuis 15 ans dans une crise persistante — financière, migration, changement climatique, corona, Ukraine — a l'impression que les gouvernements ne parviennent pas à maîtriser les problèmes. En particulier, il manque un récit convaincant, un paradigme, décrivant la direction que le gouvernement souhaite donner à la société.

10. À quoi un nouveau paradigme pourrait-il ressembler ?

Andreas Reckwitz croit que le nouveau paradigme pour notre société sera un libéralisme régulateur enchâssé, la ramenant à elle-même. Je préférerais, quant à moi, le caractériser de paradigme ré-équilibrant. Car après 200 ans d'une croissance dynamique — de la population, de la consommation d'énergies et des ressources, il nous faut remettre la société en équilibre avec la planète et la nature. Indépendamment de savoir comment le nouveau paradigme s'appellera, le plus important n'est-il pas ce qu'il doit renfermer ?

Le paradigme qui suit, complété par moi, est une ébauche — un modèle du penser — et peut-être une issue pour sortir du dilemme de la crise.

Comme chaque paradigme, il a trois dimensions, celle culturelle, celle sociale-économique-écologique et celle politique.

La dimension culturelle

La société à venir devrait être marquée par l'idée d'un équilibre, au lieu d'une croissance permanente. L'humanité est une partie d'un écosystème mondial. Il en résulte une insistance plus puissante sur la qualité de la vie au lieu de pôner l'esprit de concurrence. À l'encontre de la primauté de l'individualisme, une culture positive de la communauté doit être revivifiée.

L'auto-conscience relève d'une culture positive, du fait que nous sommes en situation d'organiser une bonne vie à tous les êtres humains. Par notre richesse de découvertes nous pouvons renforcer la qualité de vie, et aussi sans croissance de la population et de la consommation des ressources. Pour cela il nous faut dépasser le pessimisme, qui s'est fortement répandu entre temps dans les cercles intellectuels. Seule une culture de la reconnaissance mutuelle, de la dignité de tout travail et de toutes les productions, peut aplanir le fossé entre les classes. Pour cela le concept « solidarité » doit être revalorisé.

En outre, nous avons besoin d'une réflexion en retour sur la valeur des biens publics et des services publics, tels que l'éducation-formation, les soins, le système de santé, la retraite, mais aussi l'eau, la chaleur, l'électricité, *internet*, le bus, le train et, *last but not least*, les espaces de vie publics urbains et ruraux « entretenus » et la préservation de la nature.

La dimension sociale économique et écologiques

Un renforcement de l'état social est indispensable, mais aussi une déconstruction réelle de l'inégalité. Une imposition progressive des revenus élevés et des actifs des super-riches vise à supprimer les bases de la division de classe. Si on n'y arrive pas, si cela ne se produit pas, nous serons confrontés à une société en sablier avec une classe marginale croissante, une nouvelle classe moyenne crois-

sante et une élite, petite, mais puissante de super-riches au sommet. Cela pourrait déstabiliser davantage la démocratie, car les classes populaires frustrées de toutes les démocraties sont vulnérables aux autorités populistes.

La politique climatique doit être flanquée d'un financement climatique opérant. Lorsque l'impression naît qu'une politique du climat n'est utile qu'aux riches, lesquels peuvent s'équiper en panneaux photovoltaïques, en véhicules électriques et pompes à chaleur, elle échouera. Aucun pays ne peut plus se permettre de se retirer de la mondialisation. Cela signifie une réglementation internationale plutôt qu'un isolement national. C'est pourquoi l'UE a besoin d'une nouvelle constitution démocratique. Une régulation internationale des marchés financiers et des règles fiscales, ainsi que l'élimination des paradis fiscaux, sont également nécessaires. Cela nécessite un accord fiscal international, comme l'a déjà réclamé l'Assemblée générale des Nations Unies. Malheureusement, les États de l'UE ne sont souvent pas d'accord et les actions de l'UE sont contrecarrées par des individus.

Une autre conséquence importante est une association pour la démocratie et le développement. Il s'agit d'une communauté économique entre l'Europe et l'Afrique basée sur le modèle de la CEE originelle, comme l'exigeait *Achille Mbembe*, aujourd'hui le philosophe le plus important de l'Afrique. La base de l'adhésion devrait être des normes démocratiques, qui peuvent être examinées par un tribunal et conduire à l'exclusion d'un État de la communauté. Cela signifie également se détourner de l'aide au développement paternaliste et du soutien structurel et au développement ciblé par le biais de gouvernements autonomes et démocratiquement élus. Sans équilibre et sans niveau de vie minimum acceptable en Afrique, l'Europe ne peut pas non plus parvenir à l'équilibre.

La dimension politique

Deux-cent cinquante ans après Montesquieu, la République réformée

fondamentalement pour redevenir attractive. En combinant la démocratie de loterie et la démocratie directe, les citoyens pourraient à l'avenir être systématiquement impliqués dans les processus publics. La particularité des nouveaux conseils citoyens serait que toutes les classes de la société soient représentées. Chaque personne a une voix, du décrocheur scolaire au professeur. La possibilité de convoquer de telles assemblées de citoyens par le biais d'initiatives populaires serait encore meilleure. Un référendum pourrait être organisé sur les résolutions de l'Assemblée des citoyens, qui ont été adoptées par les deux tiers des présents, si le Parlement ne les a pas adoptées de manière satisfaisante. De cette manière, un conseil citoyen doté d'une voix purement consultative deviendrait un tribunal, une nouvelle institution dans la structure du pouvoir de la démocratie. Une autre mesure importante pour une plus grande proximité avec les citoyens est la décentralisation (municipalisation) des tâches publiques. Par ailleurs, le gouvernement devrait représenter à l'avenir toutes les orientations politiques (gouvernement consensuel) — étant donné que le combat permanent de l'opposition contre le gouvernement endommage toujours la confiance dans la démocratie en même temps que celle-ci enfouit le partage du pouvoir. Les partis devraient développer constamment leur profil de façon qu'ils puissent représenter à chaque fois les classes qui se transforment, ou selon le cas, la structure du milieu de la société. Des formes nouvelles de transparence sont pareillement impérieuses. Par exemple, le secret fiscal, le secret professionnel et les secrets analogues doivent être supprimés — et aussi le pôle opposé pour la privatisation des tâches publiques. Il est également envisagé que la séparation des pouvoirs soit encore développée grâce à l'introduction : a) d'un conseil des médias *publicatif*, réglementé de manière autonome sur la base d'une constitution des médias ; b) d'un contrôle *regulatif* réglementaire de l'ordre économique, et des déterminations juridiques au sujet d'un ac-

cord sur la formation des cartels dans l'économie ; c) d'Un contrôle *monétaire* : sur la base d'une constitution financière dans laquelle politique de l'emploi et stabilité monétaire sont de valeur équivalente. Enfin la société du post-capitalisme nécessite une nouvelle forme de démocratie économique.

Immigration

Même si la migration n'est pas la raison du vote pour l'AfD, mais plutôt la conséquence des craintes du déclin et de l'avenir ainsi que du manque de reconnaissance, l'image des immigrés s'inscrit bien dans l'agenda conservateur de droite. Pour contrer cela, il est crucial de minimiser les conflits grâce à une intégration harmonieuse.

Une société en équilibre

Si le paradigme d'une société équilibrée peut être mis en œuvre avec succès, la société sera plus étroitement réglementée et le système social sera stabilisé. Dans le même temps, la démocratie doit préserver et élargir les droits fondamentaux et libertés fondamentales ainsi que les parfaire. La préoccupation centrale devrait être de rapprocher l'ancienne classe moyenne, la nouvelle classe moyenne et la classe précaire. La tâche consistera à atténuer les différences sociales et de reconnaître la nécessité sociétale de toutes les activités au sein même de la société.

Sozialimpulse 1-2 /2024.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Karl-Martin Hentschel est né en 1950

en Basse-Saxe, il est mathématicien diplômé et auteur. Après avoir terminé ses études, il a travaillé comme programmeur de systèmes gestionnaire de bases de données et chef du département des nouvelles technologies dans une entreprise internationale à Hambourg ; De 200 à 2009, il a été chef du groupe parlementaire des Verts au Schleswig-Holstein. Il est membre de *Mehr Democracy e.V.* et représente *Attac e. V.* Conseil d'administration du *Netzwerks Steuerrechtigkeit [Réseau pour la justice fiscale]*. Publications : *Steuer-Revolution [Révolution-fiscale]* ; *Handbuch Klimaschutz [Manuel de Protection du climat]* ; *Demokratie für Morgen [Démocratie pour demain]* ; *Roadmap zur Rettung der Welt [Feuille de route pour sauver le monde]*.

Littérature

AfD (2016) : *Programme für Deutschland. Das Grundsatzprogramm der Alternative für Deutschland* — https://www.afd/wp-content/uploads/2023/05/Programm_AfD_Online.pdf — consulté le 31.1.2024.

AfD (2024) : *Europa-Wahlprogramm* — https://www.afd/wp-content/uploads/2023/11-16_afD-Europawahlprogramm-2024--web.pdf

Albers, Thilo / Bartels, Charlotte / Schularik, Moritz (2020) : *Wealth and its distribution in Germany. 1895-2018 [La richesse et sa répartition en Allemagne.]* Berlin 8.3.2020. — [hytps://www.econtribute.de/RePEc/ajk/ajkpbs/ECONtribute_PB_001_2020.pdf](https://www.econtribute.de/RePEc/ajk/ajkpbs/ECONtribute_PB_001_2020.pdf) — consulté le 31.5.2024.

CIA (sans indication de date) : *The World Factbook* — <https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/export:country-comparison/> — consulté le 31.1.2024.

Der Spiegel (19.09.2004) : *Nur ein Intermezzo. Hans-Peter Cohn, 56, Vorstand chef der Mythenmarke Leica, über den Boom und die Zukunft digitaler Fotografie Un intermezzo seulement. Hans-Peter Cohn chef de la marque mythique Leica, sur le boum et l'avenir de la photographie numérique* — consulté le 12.11.2026.

Fratzsch, marcel (2023) : *Das AfD-Paradox und die politische Nähe zu anderen Parteien — Die meistens Überschneidungen gibt es mit der Union [Le paradoxe de l'AfD et la proximité politique avec d'autres partis — la plupart des recoupements avec l'union]* *DIW aktuell n° 89* ; septembre 2023 — https://www.diw/documents/publikationen/73/diw_01.c.8797721.de/diw_aktuell_88.pdf — consulté le 28.1.2024.

Göllert, Lisa / Reichelt, Patrick (2023) : *Umfrage. Ohne Wohlstand kaum Zufriedenheit mit Demokratie [Sondage d'opinion. Sans prospérité, il n'y a guère de satisfaction en matière de démocratie]* *NDR* 27.11.2023 — <https://www.ndr.de/ndrfragt/umfrage-Ohne-Wohlstand-kaum-Zufriedenheit-mit-Demokratie212.hym1> — consulté le 28.1.2024.

Hentschel, Karl-Martin / Eibl, Alfred (2024) : *Steuer Revolution. Ein Konzept zur Rückverteilung von Reichtum, zu mehr Gerechtigkeit und Klimaschutz. [Révolution fiscale. Un concept pour la redistribution des richesses, plus de justice et la protection du climat]* Attac-BasisText 59, VSA-Verlag

Kreis Herzogtum Lauenbourg — Kreistag [District du duché de Lauenbourg - conseil de district] (sans indication de date) ; *Dr.Holger Gert Stienen* — https://www.kreis-rz.de/Politik-und-Verwaltung/Kreistag/index.phpobject=tx_3149.18ModID=98FID=1814.126.18NavID=1814.868La=1 — consulté le 28.1.2024 — La citation n'était plus disponible le 31.5.2024.

Kürschner, Jan (2024) : *Die größte Gefahr für unsere Demokratie ist die extreme Rechte [Le plus grand danger pour notre démocratie c'est la droite extrême]* — <https://www.jan-kuerschner.de/die-groesste/> — consulté le 31.5.2024.

Markwardt, Nils (2024) : *Es findet eine verlust-Escaladation statt [Une escalade des pertes se produit [ou bien « Une avalanche de pertes », ndt]* — *Die Zeit* 16.1.2024 — <https://www.zeit.de/kultur/2024-01/andreas-reckwitz-soziologie-verlustparadox-liberale-demokratie> — consulté le 31.5.2024.

Milanovic, Branko (2018) : *Europas Fluch des Wohlstandes [La malédiction de la prospérité de l'Europe]* dans *Makronom* 5.6.2018 — <https://www.makronom.de/branko-milanovic-migration-ungleichheit-europas-fluch-des-wohlstands-26757> — consulté le 31.5.2024.

NDR (2023) : *#NDR fragte — Ist unsere Demokratie gut genug ?* 18 351 participants, Octobre 2023, lue à l'adresse : https://storage.googleapis.com/public.ndrdata.de/ndrfragt/reports/NDRfragt_Umfrage_Demokratie_2023_alle_Ergebnisse.pdf — consulté le 31.1.2024.

Piketty, Thomas (2020) : *Kapital und Ideologie* Édition C.H. Beck.

Reckwitz, Andreas (2019) : *Das Ende der Illusionen — Politik, Ökonomie und Kultur in der Spätmoderne [La fin des illusions — Politique, économie dans le post-modernisme]* Édition Suhrkamp.

Sandel, Michael (2020) : *Vom Ende des Gemeinwohls — Wie die Leistungsgesellschaft unsere Demokratien zerreit [De la fin du bien commun - Comment la méritocratie déchire nos démocraties]* Édition S. Fischer.

Weichdel, Anna (2020) : *Ein fundamentales Bedrfnis nach Handlungsfhigkeit und Kontrolle [Un besoin fondamental d'action et de contrôle, interviewe avec Olivier Decker, Wissenschaftskommunikation.de [Communication scientifique]* du 14.12.2020 — <https://www.wissenschaftskommunikation.de/ein-fundamentales-Beduerfnis-nach-handlungsfahigkeit-und-kontrolle-44187/> — consulté le 31.5.2024.